

# Savoir lire les signaux d'alarme: de nouveaux déplacements prévus en Afghanistan

Susanne Schmeidl

**De nombreux éléments semblent actuellement indiquer la possibilité d'une nouvelle vague de déplacements en Afghanistan. Si nous ignorons ces signaux d'alarme et refusons d'agir, nous pourrions en payer le prix fort ultérieurement, tant sur le plan financier qu'humain.**

Plus de dix ans après la chute des Talibans et suite à l'intervention militaire et aux activités internationales de développement menées à grande échelle dans le pays, tous les signes semblent indiquer qu'une nouvelle crise aiguë de déplacement risque de se dérouler d'ici peu. Mais deux aspects particuliers distingueront cette crise cette fois-ci: le déplacement interne éclipsera le déplacement externe et la principale destination d'asile sera Kaboul, la capitale, suivie

par les grandes villes régionales. Plusieurs facteurs sont à prendre en compte dans notre évaluation de la probabilité de futurs déplacements.

**La mobilité en tant que précieux mécanisme de survie pour les Afghans:** Environ trois Afghans sur quatre ont connu le déplacement forcé à un moment de leur vie, et nombre d'entre eux ont fait plusieurs fois l'expérience (interne et externe). Par conséquent, de nombreux Afghans ne sont

plus solidement connectés à leur pays, et encore moins aux terres et aux moyens d'existence qui pourraient les aider à rester. Comme ils sont déjà partis par le passé, ils sont susceptibles de partir de nouveau si les choses empirent. Leur seuil de résistance au déplacement est plus bas, et ils savent où aller et comment s'y prendre, ou du moins comment évaluer leurs options.

**Des personnes se déplacent de nouveau:** La plupart des Afghans disposent déjà d'une stratégie de sortie (ou en ont envisagé une) au cas où il faille de nouveau se déplacer. Ceux dont les ressources le permettent ont déjà commencé à faire émigrer leur famille vers Dubaï; d'autres recherchent des possibilités d'étude ou d'emploi à l'étranger ou encore de regroupement familial auprès de proches vivant dans un pays occidental. Certains reversent toutes les économies familiales à des passeurs pour faire parvenir un jeune homme à l'étranger, dans l'espoir d'ouvrir ainsi une nouvelle voie de sortie. Parallèlement, le déplacement interne a connu une augmentation régulière ces dernières années; on dénombre aujourd'hui 630 000 personnes ayant abandonné leur lieu de vie, 110 000 en 2013 seulement et à peu près autant l'année précédente.

**La diaspora afghane est présente dans de nombreux endroits:** Le déplacement des Afghans a engendré une diaspora relativement importante, non seulement dans les pays voisins comme le Pakistan et l'Iran mais aussi en Europe, en Amérique du Nord, en Russie, en Asie centrale et en Australie, ce qui a pour effet d'accroître les destinations possibles. Dans ces derniers pays, de nombreux Afghans ont acquis la citoyenneté, avec les privilèges et les possibilités qu'elle entraîne. Le rapprochement familial ou le mariage entre une personne issue de la diaspora et une autre résidant en Afghanistan sont des phénomènes courants depuis quelques années, qui devraient continuer de s'accroître puisqu'ils offrent une voie de sortie qui contourne les longues procédures d'asile qui n'aboutissent pas toujours. En outre, la recherche sur les migrations a révélé que la présence d'une diaspora abaisse toujours le seuil de résistance à l'émigration puisqu'elle indique qu'une voie a été ouverte et qu'un réseau de soutien existe.

**Le retour n'est pas toujours aussi réussi et durable qu'espéré:** Même si le nombre exact d'Afghans rentrés au pays (certains plusieurs fois) depuis 2011 reste incertain, une estimation récente dénombre 5,7 millions de personnes dans ce cas! On peut ajouter à ce chiffre les 2,7 millions de personnes qui résident toujours au Pakistan et en Iran et qui sont peu susceptibles de rentrer chez elles

sauf si leur pays d'accueil les y incite fermement, c'est-à-dire en les expulsant. Toutefois, le retour s'est avéré peu durable pour beaucoup, voire une majorité, en raison des difficultés rencontrées pour trouver un logement et gagner sa vie, et encore plus pour accéder aux services essentiels et se sentir en sécurité et protégés. De nombreux rapatriés ont déjà vécu un déplacement secondaire.

**Accroissement des pressions démographiques:** Avec son taux de natalité très élevé (2,4%), la population afghan devrait dépasser les 40 millions d'ici 2030, ce qui se traduira par l'intensification de la compétition pour les ressources et les terres, les services et l'emploi, dans un pays qui peine déjà à nourrir sa population actuelle, qui s'élève à environ 28 millions d'habitants. Il est probable que cet accroissement des pressions et des vulnérabilités entraîne des déplacements et comme la population sera plus importante, tout déplacement futur se caractérisera par un nombre plus élevé de réfugiés et de PDI.

**L'insécurité comme facteur clé du déplacement:** L'essor récent de la violence en Afghanistan ne permet certainement pas de présager la résolution rapide des facteurs d'expulsion. Les incidents de sécurité et les meurtres de civils ont connu une augmentation régulière ces dernières années, une tendance qui se poursuit déjà en 2014. Cependant, les victimes civiles ne sont qu'une manifestation de ce problème, qu'il convient de considérer aux côtés de l'augmentation des menaces, de l'intimidation et des violations de droits humains, de la multiplication des actes commis en toute impunité et de la protection insuffisante apportée par les autorités et les forces de sécurité afghanes. Les choix sont de plus en plus limités: se ranger du côté des puissants, partir ou risquer d'être blessé ou de mourir. Sous cet angle, le déplacement devient un mécanisme de survie bien plus attrayant, à partir du moment où il est abordable.

**Une croissance économique atone et des moyens de subsistance insuffisants:** Il est difficile de nier qu'après 12 années d'aide publique au développement, l'Afghanistan reste un pays sous-développé qui rencontre de multiples difficultés. Concernant son indice de développement humain, l'Afghanistan est classé au 175<sup>ème</sup> rang sur 187 pays, tandis qu'il est classé 147<sup>ème</sup> rang pour l'indicateur des inégalités de genre. Deux autres indicateurs cruciaux, celui de la mortalité des enfants de moins de cinq ans et celui de la mortalité maternelle, comptent parmi les plus mauvais du monde. Bien que la majeure partie de la migration

mai 2014

ne soit pas directement forcée par l'insécurité et les infractions aux droits humains, il serait néanmoins malvenu de la qualifier de «volontaire».

**Une réponse politique lente et inadaptée:** Les autorités afghanes ont mis du temps à reconnaître le besoin de réagir face aux déplacements, puis à agir; elles s'attendaient initialement à ce que les personnes reviennent tout simplement d'où elles étaient parties. Récemment, les autorités ont signé le Programme de l'Afghanistan pour la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que la Politique nationale relative au déplacement interne; toutefois, il ne s'agit pour l'instant que de deux documents en attente d'être appliqués, c'est-à-dire en attente de recommandations concrètes et d'un cadre formel permettant de traduire les intentions politiques en réalité. Une très grande partie de l'assistance future dont bénéficiera l'Afghanistan dépend de l'Accord-cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo, alors que les bailleurs se montrent de plus en plus méfiants à l'idée de transférer des fonds à destination d'un gouvernement inefficace et corrompu. Cette situation, ainsi que le déclin des possibilités d'accès pour les acteurs de l'humanitaire et du développement, continuera d'accroître les pressions exercées sur des communautés déjà vulnérables et, par conséquent, d'alimenter le déplacement. Si l'assistance et les services ne sont pas orientés vers les zones où résident les personnes dans le besoin, ces personnes iront alors là où elles peuvent y accéder.

### Où les personnes iront-elles?

Si nous étions en mesure de prédire où les personnes sont susceptibles de se rendre, du moins les plus grands groupes, cela nous aiderait à cibler l'assistance et, aussi, à empêcher d'autres déplacements ultérieurs. Alors que les options traditionnelles sont de plus en plus difficiles (le Pakistan est peu sûr et impatient, l'Iran tout simplement impatient) et que les nouvelles impliquent généralement d'avoir accès à des ressources considérables (financières ou éducatives), il est de plus en plus ardu de se rendre à l'étranger. Ainsi, les déplacements se concentreront avant tout à l'intérieur du pays.

Au cours des dix dernières années, l'Afghanistan en général, et sa capitale Kaboul en particulier, ont connu une rapide expansion urbaine et l'on estimait en 2011 que 7,2 millions de personnes vivaient en milieu urbain (environ 25% de la population totale du pays<sup>2</sup>), un chiffre considérablement plus élevé que la moyenne régionale en Asie. Kaboul est l'une des villes dont le rythme de croissance

est le plus élevé de la région, et l'on y dénombrait au moins 53 installations informelles en juillet 2013, bien qu'en réalité il y en ait probablement plus. Mais les taudis urbains se sont également multipliés dans d'autres villes afghanes, où les PDI vivent aux côtés des rapatriés; des populations urbaines pauvres et des populations nomades, généralement en occupant illégalement des terres appartenant à l'État ou privées. Même si elles sont mal loties en termes d'accès aux services et aux possibilités de subsistance, de nombreuses personnes estiment tout de même qu'il est préférable (ou du moins plus sûr) de rester sur place. Des expériences semblables dans d'autres pays suggèrent que cette concentration de personnes intensifie les pressions démographiques qui, à leur tour, peuvent entraîner de nouveaux déplacements.

### Pourquoi ne voyons-nous pas les signes?

L'Afghanistan traverse une transition importante sur le plan de la politique et de la sécurité, liée à une transition économique, si bien que tous es acteurs, internes ou externes, attendent de voir ce qu'il va se passer. Les personnes qui sentent comment les choses vont tourner sont peut-être réticentes, ou incapables (stratégiquement et en pratique), de faire quoi que ce soit.

Il y a aussi un élément de refus d'admettre l'échec. En effet, reconnaître l'existence d'une nouvelle crise du déplacement reviendrait à reconnaître l'échec, ou du moins le succès limité, du projet de construction de l'État mené par la communauté internationale depuis plus de dix ans. Si l'Ouest nie aujourd'hui l'existence d'une crise du déplacement, il peut se soustraire à ses responsabilités et refuser de s'impliquer puis, par la suite, rejeter la faute sur les autorités afghanes. En outre, en admettant d'avoir contribué à une nouvelle crise de déplacement, ou du moins de ne pas l'avoir empêchée, les pays pourraient se voir obligés d'accepter leur responsabilité d'accorder l'asile.

Enfin, que nous l'acceptions ou non, la Syrie est aujourd'hui le nouveau point chaud, tandis que l'Afghanistan est passé de mode. Plus proche de l'Europe, avec une crise du déplacement de la même ampleur que celle qu'a connue l'Afghanistan dans les premières années, la Syrie a effectivement détourné l'attention de ce qui se déroule en Afghanistan ou dans la région.

Malgré ces distractions, et les raisons qui poussent l'Ouest à ne pas s'engager, nous devrions continuer de nous poser la question suivante: Quelles seront les conséquences si nous ignorons ces signes

mai 2014

annonceurs? Si nous n'agissons pas maintenant, et que nous ne sommes pas préparés à fournir une assistance, en payerons-nous un prix plus élevé à l'avenir sur le plan financier et, surtout, sur le plan humain? Il est déjà arrivé que l'Ouest ignore l'Afghanistan et laisse les problèmes couvrir, pour se réveiller finalement sous la menace du terrorisme. Comment pouvons-nous penser que la situation ne se détériore pas tout autant face à la combinaison d'une crise du déplacement non résolue, de la croissance des taudis urbains et d'une population jeune de plus en plus nombreuse et incapable d'accéder à l'éducation ou à l'emploi?

Susanne Schmeidl est cofondatrice et conseillère principale de The Liaison Office (Afghanistan) [www.tloafghanistan.org](http://www.tloafghanistan.org) ainsi que chercheuse invitée au Collège de diplomatie Asie-Pacifique de l'Université nationale australienne [susanne.schmeidl@tlo-afghanistan.org](mailto:susanne.schmeidl@tlo-afghanistan.org) [www.anu.edu.au](http://www.anu.edu.au).

1. UNHCR (2012) *Programme de retour et de réinstallation volontaire* [www.unhcr.org/4fedc64b9.html](http://www.unhcr.org/4fedc64b9.html)
2. Les diverses sources estiment généralement que l'Afghanistan compte entre 25 et 30 millions d'habitants, quoique le FNUAP estime qu'elle dépasse largement les 30 millions. Ainsi, l'estimation de la proportion de la population urbaine du pays varie elle aussi et se situe généralement entre 25 et 30%.